

# GREVES, MANIFESTATIONS

# LE 18 MARS !

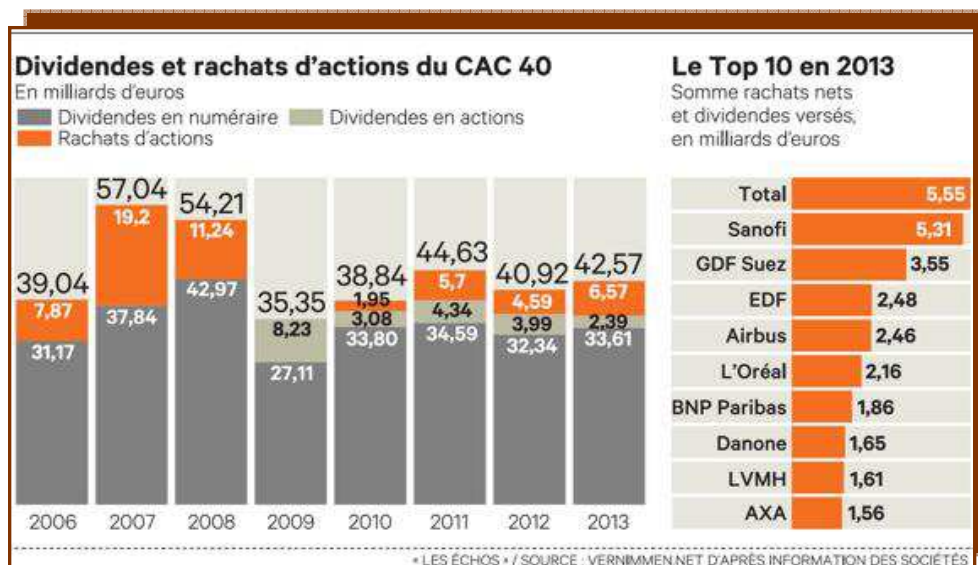
**M**ARDI 18 MARS 2014, PAR DES GREVES ET DES MANIFESTATIONS, DONNONS DE LA VOIX, POUR PORTER NOS REVENDICATIONS EN MATIÈRE DE SALAIRES, EMPLOIS, DE DROITS DÉMOCRATIQUES À L'ENTREPRISE, POUR UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES.

**Quelle est la situation ?** Partout, les médias relaient le message du gouvernement et du MEDEF que la France n'est pas un pays accueillant pour les entreprises ; Un Code du travail trop contraignant, pas assez d'aides financières. La loi de « sécurisation de l'emploi » ne leur suffit pas, les dirigeants des entreprises multinationales réclament moins d'impôts pour eux, moins de droits pour les travailleurs et les syndicats, plus de flexibilité avec des salaires au rabais.

**Quelle est la réalité ?** Du « Pacte de compétitivité » au « Pacte de responsabilité », une politique « carpette » au service des multinationales est imposée, destructrice de savoirs, d'industries, de droits et de libertés. Les entreprises du CAC 40 ont engrangé des profits faramineux qui, une nouvelle fois, ont servi pour l'augmentation des dividendes, et ne sont pas allés à l'investissement industriel, à l'emploi et aux salaires.

**TOTAL, SANOFI, KEM ONE, ARKEMA, BASF, AIR LIQUIDE, SOLVAY/RHODIA, MICHELIN, PETROPLUS, GOODYEAR, RIO TINTO ET BIEN D'AUTRES.** Toutes ces multinationales qui font des profits gigantesques continuent de fermer des entreprises et à supprimer des emplois. Toutes appliquent des augmentations salariales indécentes, voire nulles pour certaines, au regard des résultats économiques et des profits qu'elles capitalisent. **TOTAL, SANOFI, GDF SUEZ, EDF, AIRBUS,** ces cinq groupes représentent près de la moitié des montants totaux de dividendes et rachats d'actions en 2013. Un quintet qui illustre la très forte concentration des sommes distribuées aux actionnaires.

**Le gouvernement est complice et coupable de cette situation.**



## **Le gouvernement est complice et coupable de cette situation.**

Le gouvernement doit mettre en œuvre une autre politique. Pour cela, il faut que les salariés, avec la CGT, reprennent la voie de la lutte avec des grèves dans les entreprises, arrêt des productions pour toucher au portefeuille des patrons et retrouvent la rue pour lutter contre le diktat du MEDEF. La Fédération a des propositions pour combattre la dictature du capital et les exigences du patronat. Aux militants CGT de nos industries d'aller à la rencontre des salariés pour les convaincre que d'autres choix sont possibles au regard des résultats de nos entreprises du CAC 40.

**La FNIC CGT revendique des droits d'intervention démocratiques dans l'entreprise, pour les salariés et leurs représentants, dans la localité avec les pouvoirs publics parce que l'entreprise doit assumer une responsabilité sociale, notamment en matière d'éducation, de transports, de santé et autres services, en réponse aux besoins des populations :**

- 👉 Droits et libertés individuels pour chaque salarié dans l'atelier, le service, garantissant son évolution de carrière sans crainte de représailles pour sa libre expression.**
- 👉 Droits de veto pour les représentants du personnel avec obligation de négociation sur des contrepropositions face à tout projet impactant l'emploi et l'industrie.**
- 👉 Instauration d'un Comité tripartite, avec droit de décision pour les collectivités locales où l'entreprise a assis son développement, utilisant le potentiel humain et public.**
- 👉 Contrôle des fonds publics donnés aux entreprises : les entreprises ont des devoirs, ont des comptes à rendre. Elles ont perdu leur droit de propriété pour partie dès lors qu'elles font appel à ces aides publiques, payées par la collectivité.**

Nos industries, nos emplois, notre protection sociale doivent être protégés du dumping social, fiscal, environnemental, organisé par ces multinationales qui délocalisent les activités pour revendre dans le pays. Un **BOUCLIER SOCIAL** doit être instauré pour taxer tout produit fabriqué dans des conditions sociales et environnementales dégradées et vendu dans le pays. Cette contribution doit aller directement dans les caisses de notre protection sociale.

Plus de droits démocratiques, de leviers pour peser sur les choix qui engagent notre avenir, c'est ce que le gouvernement doit engager par des lois de progrès social.

**A** PRES LE 6 FEVRIER, LE 18 MARS AVEC LES SALARIES, PORTONS LES REVENDICATIONS DE LA FEDERATION POUR UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES, POUR DES NOUVEAUX DROITS DANS LES ENTREPRISES. TRAVAILLONS A LA MISE EN MOUVEMENT DU RAPPORT DE FORCES, NECESSAIRE POUR OBTENIR SATISFACTION SUR LES SALAIRES ET L'EMPLOI.